



## 13<sup>ème</sup> législature

**Question N° :**  
**70838**

**de M. Muet Pierre-Alain ( Socialiste, radical, citoyen et divers gauche - Rhône )**

**Question écrite**

**Ministère interrogé >** Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

**Ministère attributaire >** Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

**Rubrique >** papiers d'identité

**Tête d'analyse >** renouvellement

**Analyse >** pièces justificatives. réglementation

Question publiée au JO le : **09/02/2010** page : **1285**

Réponse publiée au JO le : **18/01/2011** page : **522**

Date de changement d'attribution : **14/11/2010**

### Texte de la question

M. Pierre-Alain Muet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sur l'application du décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005 relatif aux passeports qui impose aux citoyens français, nés à l'étranger ou de parents étrangers, de faire « la preuve » de leur nationalité française, notamment par un certificat de nationalité lors du renouvellement de leurs papiers d'identité, sous le prétexte que l'administration française aurait pu faire une erreur lors d'une précédente délivrance. Des dizaines de milliers de Français sont aujourd'hui dans des situations inacceptables, aberrantes, parfois ubuesques face aux difficultés d'établir la preuve d'une nationalité française dont ils sont détenteurs depuis très longtemps. Ce régime de suspicion généralisée est intolérable. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de pallier les dérives de l'application du décret.

### Texte de la réponse

Afin de répondre à l'incompréhension de nos concitoyens face au nombre et à la nature des documents demandés pour la délivrance ou le renouvellement de leur carte nationale d'identité (CNI) ou de leur passeport, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration a décidé de mener à bien une simplification très significative des procédures applicables. Par une circulaire du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères et européennes en date du 1er mars 2010 adressée aux préfets, aux ambassadeurs et aux consuls, ces nouvelles règles bénéficient depuis cette date à l'ensemble de nos concitoyens. Quatre principes directeurs guident la simplification ainsi opérée. La carte nationale d'identité et le passeport sont désormais considérés comme interchangeables pour l'obtention d'un titre. Cela signifie que la possession d'une carte nationale d'identité plastifiée permet d'obtenir un passeport, sans avoir à justifier de son état civil ou de sa nationalité française. Il en va de même de la possession d'un passeport électronique ou biométrique, qui permet d'obtenir une carte nationale d'identité. Les documents à fournir sont moins nombreux en cas de renouvellement d'un titre. En particulier, dès lors que ni l'existence du titre à renouveler, ni l'identité du demandeur ne sont contestées par l'administration, il n'y a pas de raison que l'intéressé ait à fournir une nouvelle fois la preuve de sa nationalité. Les démarches réalisées afin d'obtenir des titres sur présentation d'une carte nationale d'identité plastifiée ou d'un passeport électronique ou biométrique bénéficient d'un allègement supplémentaire. Dans cette hypothèse, les formalités sont réduites au minimum nécessaire puisque l'état civil du demandeur et sa nationalité française sont d'ores et déjà établis. Il n'est donc plus demandé dans ce cas d'acte d'état civil, ce qui constitue pour les usagers et pour les communes un allègement considérable des charges administratives, à hauteur de plusieurs millions de documents chaque année. Dans les cas limitatifs où elle reste indispensable, la vérification de la nationalité française est rendue moins contraignante pour le demandeur. Ainsi la saisine du greffe du tribunal d'instance en vue de la délivrance d'un certificat de la nationalité française ne doit être proposée qu'en tout dernier recours, une fois épuisé l'ensemble des autres possibilités. Les mairies assurant l'accueil et, par là même, l'orientation des demandeurs, elles sont des partenaires essentiels pour que ces mesures de simplification soient durablement visibles par nos concitoyens, et comprises par eux. Pour cette raison, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales a informé les maires du contenu précis de cette réforme et a demandé aux

préfets d'organiser des réunions de travail sur ce sujet avec les communes de leur département. Ces instructions ont été reprises par le décret n° 2010-506 du 18 mai 2010 relatif à la simplification, de la procédure de délivrance et de renouvellement des cartes nationales d'identité et des passeports, publié le 19 mai 2010. L'ensemble de ces mesures permettent, à niveau inchangé de lutte contre la fraude documentaire, un allègement des démarches administratives pour nos concitoyens.